SOMMET DE COPENHAGUE

Quand le climat est utilisé à des fins politiques

Pour le physicien géologue Loth Bonatiro, la question du réchauffement climatique n'est autre que la plus grande arnaque du siècle. Mieux encore, le sommet de Copenhague est une occasion pour les pays développés de relancer l'économie mondiale, au détriment des pays émergents.

Mehdi Mehenni – Alger (Le Soir) - Intervenant lors d'une conférence-débat sur «les dangers climatiques après le sommet de Copenhague», organisée hier au Centre d'études stratégiques du quotidien *El-Chaâb*, le savant algérien, Bonatiro, a levé le voile sur certaines vérités, d'une importance capitale.

En effet, se basant sur des études publiées par des climatologues de renommée mondiale, Bonatiro a tenté d'expliquer qu'il n'y a pas de réchauffement climatique ou de situation «catastrophique», mais qu'il existe, tout simplement, des cycles solaires de 11 ans, ce qui fait que la chaleur baisse et augmente suivant un certain équilibre établi par la nature même. Or, toutes ces informations, ou ce que Bonatiro appelle les «vérités scientifiques», sont entre les mains des pays développés et souvent utilisés à des fins politiques.

Les qualifiant d'alarmistes, pour le physicien algérien, ces même pays cachent toutes ces vérités et lancent des appels alarmistes à travers des réseaux de savants à leur merci, dans le but de créer la panique dans le monde et, ensuite, d'en tirer profit. Selon ce dernier, les études publiées par le groupe international des experts du climat, et sur le quel s'est basé le sommet de Copenhague, n'est autre que la plus grande arnaque du siècle.

Pour lui, ces climatologues ne sont ni plus ni moins que des serviteurs obéissant aux ordres des plus grandes puissances mondiales, d'autant plus que celui qui est à la tête de ce groupe de scientifiques est un économiste. Pour preuve, il a cité de nombreux spécialistes en la matière qui ont, carrément, quitté ce groupe, pour ensuite faire éclater la vérité au grand jour.

«Quand la chaleur augmente, les gaz à effet de serre augmentent ,et lorsque la chaleur baisse, les GES baissent, selon la loi du cycle solaire de 11 ans. Il n'y a aucun scénario catastrophique à craindre, si ce n'est que les pays détenteurs de ces informations les utilisent pour servir leurs seuls intérêts», a-t-il expliqué. Ainsi, et pour être plus explicite, Bonatiro a rappelé que la terre est composée de 75 % d'océans et 25 % de continents. La mer étant le premier facteur qui dissipe le CO^2, l'être humain ne peut que participer à raison de 20 % au maximum, étant donné que ce ne sont pas tous les pays qui participent à la pollution. De son côté, intervenant sur le plan juridique, Maya Sahli, professeur en droit international, a jugé que l'accord auquel a abouti le sommet de Copenhague ne comporte aucune obligation juridique, c'est-à-dire «contraignante», mais seulement des engagements politiques. Ce qui, à ses yeux, n'est ni plus ni moins qu'un accord informel. Enfin, elle a tenu à préciser que la politisation de la décision prise au terme du sommet de Copenhague, n'est finalement qu'un accord préparatoire de décisions futures.

Photo : D.R.

Loth Bonatiro..

M. M.

UNION POUR LA MÉDITERRANÉE

L'Espagne demande à organiser le sommet

Le gouvernement espagnol demande, officiellement, l'accord des autres partenaires en vue d'organiser le second sommet des chefs d'Etat qui ont adhéré à l'Union pour la Méditerranée. C'est ce qu'a révélé Mme Paqui Santonja Mayor, conseillère exécutive au Secrétariat d'Etat espagnol pour l'Union européenne.

Mme Mayor, qui intervenait lors des travaux de la 3e assemblée générale des membres de la Plateforme de la société civile Euromed, organisée le 20 décembre à Istanbul (Turquie), estime que le climat politique qui prévaut dans la rive sud de la Méditerranée n'inspire point d'optimisme quant à la tenue, à court terme, de cette rencontre.

Pour rappel, il a été convenu que la rencontre des chefs d'Etat membres s'organise alternativement au Nord puis au Sud. Or, suite à la récente rencontre entre Nicolas Sarkozy et Hosni Moubarak, coprésidents de l'Union pour la Méditerranée (UPM), la presse a fait état du transfert de la prochaine rencontre de Charm El-Cheikh vers la capitale française.

L'Espagne, qui récupère la présidence de l'Union européenne, a sollicité, selon Mme Mayor, la Belgique, à qui revenait le tour d'accueillir le sommet de l'UPM, dans le cadre d'une alternance Sud/Nord. Présentement ce n'est pas le cas.

Les autorités espagnoles estiment qu'elles sont en bons termes avec tous les Méditerranéens et qu'elles n'ont de litiges avec aucun Etat riverain.

En tout cas, la conseillère exécutive l'a clairement laissé entendre. Mais elle n'a pas manqué de noter que les préparatifs de la tenue d'un sommet sont à la fois simples et compliqués. Elle n'en dira pas plus.

Etant quasiment certaine de récupérer l'organisation de ce sommet et assumer la dernière présidence de l'Union européenne en tant que Méditerranéen avant trois ans – la prochaine présidence échoira à Chypre en 2013 -, l'Espagne a élaboré un ambitieux programme.

Pas moins de huit rencontres ministérielles thématiques au niveau de l'UPM sont prévues «pour récupérer le temps perdu», précise l'invitée de la Plateforme d'EuroMed. Il est question de discuter, entre autres, de l'eau, de la sécurité alimentaire, de la coopération universitaire, du tourisme, d'un plan solaire, du travail et du tourisme.

Elle n'a pas manqué, à cette occasion, de lancer un appel en direction de la société civile méditerranéenne en général et de la communauté universitaire en particulier, leur demandant de s'impliquer davantage dans la perspective de formuler des propositions concrètes pour la résorption des problèmes.

Elle n'a, toutefois, pas donné les objectifs précis assignés à ces rencontres ministérielles, si, bien entendu, son pays abrite ce second sommet de l'UPM.

Justement, la promotion de cette organisation inter-Etats est l'une des priorités de l'Espagne, expliquera-t-elle.

Parlant du plan de charges de l'Espagne dans le cadre de la présidence de l'Union européenne, elle a révélé que son pays compte organiser pas moins de 11 sommets entre les chefs d'Etat de l'UE et ceux d'autres régions du monde, notamment avec l'Amérique d'Obama, les 67 chefs d'Etat d'Amérique latine, la Chine, les pays méditerranéens.

La promotion de la citoyenneté et les droits de l'homme, l'innovation et l'égalité des chances, la lutte contre les violences que subissent les femmes, les questions sociales, la création d'emploi et autres questions sont inscrites dans le plan de charges que compte réaliser l'Espagne pendant sa présidence de l'UE.

Abachi L.

DEUX ANNÉES APRÈS LE LANCEMENT DE SON PROCESSUS DE CERTIFICATION

L'aéroport international d'Alger certifié ISO 9001 et ISO 14001

Pari gagné pour la SGSIA. En effet, la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger est certifiée ISO 9001 qualité (version 2008) et ISO 14001 environnement (version 2004). La cérémonie de remise des certificats a eu lieu, hier, à l'aéroport international d'Alger.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Engagé depuis avril 2008, le processus visant à obtenir d'ici la fin de l'année en cours les certifications ISO 9001 qualité et ISO 14001 environnement a été couronné par un succès total.

L'enjeu était de taille. Il s'agit pour la direction générale de la SGSIA de se hisser au diapason des grandes plates-formes aéroportuaires. D'ailleurs, la réglementation aéroportuaire internationale stipule que «tous les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique doivent satisfaire à un référentiel de conditions d'homologation et d'exploitation».

S'inscrivant dans cette perspective, l'aéroport international d'Alger s'est engagé dans une démarche de certification qualité / environnement et a bénéficié du conseil du cabinet «SIMEXEL», bureau reconnu pour son expérience comme accompagnateur et son efficacité dans le domaine.

Selon le premier responsable de la société, «cette démarche globale implique l'ensemble du personnel de la société autour de la réussite d'un projet commun, conformément aux normes internationales qualité/environnement ISO 9001 / ISO 14001.

Elle permet aussi d'optimiser le système de management qualité et environnement SMQE de la société et de faire progresser son organisation ainsi que son efficacité et sa performance».

A ce propos, il est important de noter que l'OACI a introduit en 1999 dans son annexe technique relative aux infrastructures aéroportuaires, l'obligation pour tous les Etats de certifier les aérodromes accueillant le trafic international.

Ainsi, afin de maîtriser le contenu des normes qualité/environnement et «cultiver l'esprit d'amélioration continue dans l'optique de la mise en œuvre pratique de la démarche, plusieurs formations ont été déployées par l'équipe RSMQE auprès des entités opérationnelles».

Sur ce point précis, 420 salariés ont bénéficié de formations sur la qualité /environnement, processus, indicateurs et tableaux de bord, image de marque et communication, outils qualité/environnement et animateurs. Des actions concrètes en voie de réalisation pour améliorer la qualité des prestations offertes par l'aéroport d'Alger ont eu lieu durant plusieurs mois.

Celles-ci ont été marquées par la mise en place d'une organisation d'un système de management qualité/environnement, composé du responsable RSMQE, des pilotes processus, des animateurs pilotes et des animateurs, formation d'un groupe de 19 auditeurs internes, élaboration des documents SMQE (procédures systèmes, processus, modes opératoires, instructions, imprimés, formulaires (...), réalisation d'audits internes, réalisation d'audit interentreprises par exemple SGSIA/Naftal, réaménagement des ateliers et des magasins de la direction de maintenance et de la logistique (DML).

A. B.